

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2017/202658]

7 MAI 2017. — Loi portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle Nucléaire, concernant l'organisation du contrôle physique

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire*

Art. 2. À l'article 1^{er} de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, modifié par les lois des 2 avril 2003, 30 mars 2011, 19 mars 2014 et 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

— 1^o la définition de "organismes agréés" est remplacée par la définition de "organisme de contrôle physique", rédigée comme suit :

"— organisme de contrôle physique: organisme, qui, en vertu de l'article 29bis, est agréé pour effectuer des missions du service de contrôle physique;"

— 2^o la définition de "service de contrôle physique" est remplacée par ce qui suit :

"— service de contrôle physique: le service qui, en vertu de l'article 28, est en charge du contrôle physique;"

— 3^o les définitions suivantes sont insérées entre la définition d'"Agence" et la définition de "matières nucléaires" :

"— pratique : activité humaine susceptible d'accroître l'exposition de certains individus aux rayonnements ionisants provenant d'une source artificielle ou d'une source naturelle de rayonnement lorsque des radionucléides naturels sont traités en raison de leurs propriétés radioactives, fissiles ou fertiles, sauf dans le cas d'une exposition d'urgence;

— contrôle physique: l'ensemble des mesures, exécutées sous la responsabilité du détenteur de l'autorisation, dans le but de vérifier que la population, les travailleurs et l'environnement sont protégés de manière effective contre le danger des rayonnements ionisants, et que les risques associés sont gérés de manière effective à l'exception :

a) des mesures relatives à la surveillance de la santé des personnes professionnellement exposées aux rayonnements ionisants;

b) des mesures relatives à la surveillance de l'exposition médicale des personnes;

c) des mesures de protection physique;

d) des mesures de sécurité des substances radioactives;

— surveillance de la santé des travailleurs: la surveillance de l'ensemble des mesures garantissant la santé des travailleurs, prises en application de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et prises sous la responsabilité d'un médecin agréé en vertu de la présente loi;

— détenteur d'autorisation: détenteur d'une autorisation délivrée en vertu de l'article 16 ou d'un agrément délivré en vertu de l'article 4;"

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2017/202658]

7 MEI 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het federaal agentschap voor Nucleaire Controle, wat betreft de organisatie van de fysische controle

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle*

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, gewijzigd bij de wetten van 2 april 2003, 30 maart 2011, 19 maart 2014 en 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht

— 1^o de definitie van "erkende instellingen" wordt vervangen door de definitie van "instelling voor fysische controle", luidende :

"— instelling voor fysische controle: instelling die krachtens artikel 29bis erkend is om opdrachten van de dienst voor fysische controle uit te voeren;"

— 2^o de definitie "dienst voor fysische controle" wordt vervangen als volgt :

"— dienst voor fysische controle: de dienst die krachtens artikel 28 belast is met de fysische controle;"

— 3^o de volgende definities worden ingevoegd tussen de definitie van "Agentschap" en de definitie van "kernmateriaal" :

"— handeling : menselijke verrichting die een bijkomende blootstelling van bepaalde personen aan ioniserende stralingen met zich mee kan brengen; deze kunnen afkomstig zijn van een kunstmatige of van een natuurlijke stralingsbron, wanneer de natuurlijke radionucliden worden bewerkt omwille van hun radioactieve, splijt- of kwekeigenschappen. Blootstelling bij een noodgeval is hier niet inbegrepen;

— fysische controle : het geheel van maatregelen, uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de vergunninghouder, met als doel te verifiëren dat de bevolking, de werknemers en het leefmilieu op afdoende wijze worden beschermd tegen het gevaar van ioniserende stralingen en dat de veiligheidsrisico's op afdoende wijze worden beheerst, met uitzondering van :

a) de maatregelen betreffende het gezondheidstoezicht op beroeps-halve aan ioniserende straling blootgestelde personen;

b) de maatregelen betreffende het toezicht op de medische blootstelling van personen;

c) de fysieke beveiligingsmaatregelen;

d) de beveiligingsmaatregelen voor radioactieve stoffen;

— gezondheidstoezicht op de werknemers : het toezicht op het geheel van maatregelen ter waarborging van de gezondheid van de werknemers, genomen met toepassing van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en genomen onder de verantwoordelijkheid van een krachtens deze wet erkende arts;

— vergunninghouder : houder van een vergunning afgeleverd met toepassing van artikel 16 of van een erkenning afgeleverd met toepassing van artikel 4;"

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article *2ter* rédigé comme suit :

“Art. *2ter*. Le gouvernement approuve, sur proposition de l’Agence, une déclaration de politique nationale relative à la sûreté nucléaire, la sécurité nucléaire et la radioprotection, basée au moins sur les principes généraux suivants :

- le principe de justification et la priorité à la sûreté et la sécurité nucléaire;
- l’amélioration continue dans un cadre international;
- une communication transparente;
- la gestion sûre des déchets radioactifs;
- la défense en profondeur;
- la vision à long terme.

Le gouvernement transmet à la Chambre des représentants la déclaration visée à l’alinéa 1^{er}.”

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un article *14ter*, rédigé comme suit:

“Art. *14ter*. § 1^{er} L’Agence peut, par décision de son conseil d’administration, déléguer en tout ou en partie sa fonction de surveillance à une entité qu’elle a créée à cet effet conformément à l’article *14bis*. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

- 1° les missions de surveillance qui peuvent être déléguées à cette entité;
- 2° les modalités de rémunération des prestations effectuées par l’entité;
- 3° les modalités de la surveillance par l’Agence sur l’exercice des missions de l’entité.

§ 2. Le personnel de l’entité qui est chargé de la surveillance du contrôle physique chez les détenteurs d’autorisations doit posséder un agrément d’expert en contrôle physique qui est accordé par l’Agence conformément à l’article 30.

L’agrément accordé à l’expert lui donne le libre accès aux installations pour lesquelles des missions de surveillance ont été déléguées à l’entité par l’Agence.

§ 3. Plus de la moitié des membres du conseil d’administration de l’entité se compose de membres du conseil d’administration de l’Agence. Ils sont désignés en raison de leur mandat de membre du conseil d’administration de l’Agence et représentent l’Agence. S’il est mis fin à leur mandat de membre du conseil d’administration de l’Agence, il est aussi mis fin à leur mandat de membre du conseil d’administration de l’entité. Ils continuent néanmoins à exercer ce mandat jusqu’à ce que leur remplacement soit réglé par le conseil d’administration de l’Agence.

§ 4. Pour la durée de son mandat, le directeur général de l’Agence est de droit membre du conseil d’administration de l’entité.

Le directeur général peut assister, avec voix consultative aux réunions du comité de direction de l’entité.

Le directeur-général dispose d’un délai de huit jours ouvrables pour former un recours contre toute décision du comité de direction de l’entité qu’il estime contraire à la loi, aux statuts ou à l’intérêt général. Le recours est introduit auprès du conseil d’administration de l’entité et est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que le directeur-général y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a eu connaissance.”

Art. 5. Dans l’article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 26 janvier 2014, le deuxième tiret est remplacé par ce qui suit

“— accorde l’agrément des pharmaciens et des médecins utilisant des sources de rayonnements ionisants, des médecins chargés de la surveillance de la santé des travailleurs professionnellement exposés aux rayonnements ionisants ainsi que des experts en radiophysique médicale;”

Art. 6. Dans la section 10 de la même loi, il est inséré un article *24bis* rédigé comme suit :

“Art. *24bis*. Le Roi peut déterminer les cas dans lesquels l’Agence doit établir des règlements d’une portée technique et non-politique pour la mise en œuvre de arrêtés pris en exécution de la présente loi. Ces règlements sont publiés au *Moniteur belge*.

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel *2ter* ingevoegd, luidende :

“Art. *2ter*. De regering keurt, op voorstel van het Agentschap, een nationale beleidsverklaring goed met betrekking tot nucleaire veiligheid, nucleaire beveiliging en stralingsbescherming, gebaseerd ten minste op de volgende algemene uitgangspunten :

- het rechtvaardigingsprincipe en de prioriteit aan nucleaire veiligheid en beveiliging;
- de permanente verbetering in een internationaal kader;
- een transparante communicatie;
- het veilig beheer van het radioactief afval;
- de gelaagde bescherming;
- de lange termijn visie.

De regering zendt de in het eerste lid bedoelde verklaring over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.”

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel *14ter* ingevoegd, luidende :

“Art. *14ter*. § 1. Het Agentschap kan, bij beslissing van haar raad van bestuur, haar toezichtsoverdracht geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan een entiteit die het daartoe overeenkomstig artikel *14bis* heeft opgericht. De Koning bepaalt bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad :

- 1° de toezichtsoverdrachten die kunnen worden toegewezen aan deze entiteit;
- 2° op welke wijze de door de entiteit verrichte prestaties worden vergeed;
- 3° op welke wijze het Agentschap toezicht houdt op de uitoefening van de opdrachten van de entiteit.

§ 2. Het personeel van de entiteit dat belast is met het toezicht op de fysische controle bij de vergunninghouders moet beschikken over een erkenning als deskundige in de fysische controle, verleend door het Agentschap, overeenkomstig artikel 30.

De verleende erkenning geeft de deskundige vrije toegang tot de installaties voor de toezichtsoverdrachten die door het Agentschap aan de entiteit worden toegewezen.

§ 3. Meer dan de helft van de leden van de raad van bestuur van de entiteit bestaat uit leden van de raad van bestuur van het Agentschap. Zij worden aangewezen uit hoofde van hun mandaat van lid van de raad van bestuur van het Agentschap en vertegenwoordigen het Agentschap. Indien er een einde wordt gemaakt aan hun mandaat in de raad van bestuur van het Agentschap, wordt er ook een einde gemaakt aan hun mandaat van lid van de raad van bestuur van de entiteit. Zij blijven dit mandaat desalniettemin uitoefenen tot hun vervanging is geregeld door de raad van bestuur van het Agentschap.

§ 4. De directeur-generaal van het Agentschap is voor de duur van zijn mandaat van rechtswege lid van de raad van bestuur van de entiteit.

De directeur-generaal kan tevens, met raadgevende stem, de vergaderingen van het directiecomité van de entiteit bijwonen.

De directeur-generaal beschikt over een termijn van acht werkdagen om beroep in te stellen tegen elke beslissing van het directiecomité van de entiteit die hij met de wet, met de statuten of met het algemeen belang strijdig acht. Het beroep wordt ingesteld bij de raad van bestuur van de entiteit en is opschortend. Deze termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing genomen werd, voor zover de directeur-generaal daarop regelmatig uitgenodigd werd, en, in het tegenovergestelde geval, op de dag waarop hij er kennis van heeft gekregen.”

Art. 5. In artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 januari 2014, wordt het tweede streepje vervangen als volgt :

“— erkent het Agentschap de apothekers en de geneesheren die ioniserende stralingsbronnen gebruiken, de geneesheren belast met het gezondheidstoezicht op de werknemers die beroepshalve zijn blootgesteld aan ioniserende stralingen, alsook de deskundigen in de medische stralingsfysica;”

Art. 6. In afdeling 10 van dezelfde wet wordt een artikel *24bis* ingevoegd, luidende :

“Art. *24bis*. De Koning kan de gevallen bepalen waarin het Agentschap reglementen met een technische en niet-beleidsmatige draagwijdte moet opstellen voor de uitvoering van de besluiten genomen in uitvoering van deze wet. Deze reglementen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”

Art. 7. Dans la même loi, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par l'intitulé suivant :

"Chapitre IV - L'organisation du contrôle physique".

Art. 8. L'article 28 de la même loi, remplacé par la loi du 22 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 28. § 1^{er}. Le détenteur d'autorisation est responsable, en toutes circonstances, d'assurer la protection des travailleurs, de la population et de l'environnement contre les risques ou les inconvénients sanitaires qui pourraient découler de l'exercice de sa pratique. Cette responsabilité ne peut être déléguée.

§ 2. Chaque détenteur d'autorisation est tenu de charger un service du contrôle physique pour la pratique dont il est responsable.

Les missions attribuées au service de contrôle physique ne préjudicient en rien à l'autorité et aux responsabilités du détenteur d'autorisation.

§ 3. Le Roi détermine les conditions et règles selon lesquelles plusieurs détenteurs d'autorisation peuvent être autorisés à créer un service de contrôle physique commun."

Art. 9. L'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 29. § 1^{er}. Le Roi détermine :

— les règles concernant les missions, le fonctionnement, l'organisation et la composition du service de contrôle physique ainsi que les qualifications et les formations requises de ceux qui en font partie;

— les règles concernant les ressources minimales dont le service de contrôle physique doit disposer;

— les conditions auxquelles la personne qui exerce la fonction de chef du service de contrôle physique doit satisfaire, ainsi que :

1^o les mesures de protection particulières qui lui sont d'application en vue de préserver son indépendance vis-à-vis de l'employeur et des travailleurs dans le cadre de l'exercice de sa fonction;

2^o les modalités par lesquelles il peut être mis fin à sa fonction.

§ 2. Le Roi détermine la nature des missions de contrôle physique qui requièrent l'intervention d'un expert agréé en vertu de l'article 30.

§ 3. Pour certaines pratiques présentant un risque limité en matière de sécurité que le Roi détermine, le détenteur d'autorisation peut confier, sous sa responsabilité, l'exécution des missions de contrôle physique visées au § 2 à un expert d'un organisme de contrôle physique agréé à cet effet en vertu de l'article 29bis.

§ 4. Le détenteur de l'autorisation assure la coordination entre le service de contrôle physique et le service interne pour la prévention et la protection au travail, créé en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. Le chef du service de contrôle physique coordonne son intervention avec le conseiller en prévention compétent et le médecin du travail agréé du détenteur de l'autorisation. Le Roi peut fixer des mesures visant à promouvoir la collaboration entre tous les intéressés.

§ 5. L'Agence surveille la manière dont le service de contrôle physique exécute sa mission. Elle approuve les décisions du service de contrôle physique dans les cas qui sont déterminés par le Roi."

Art. 10. Dans la même loi, il est inséré un article 29bis rédigé comme suit :

"Art. 29bis. § 1^{er}. Les organismes de contrôle physique sont agréés par l'Agence. Tout premier agrément est accordé pour une durée de six ans maximum. Il peut être prolongé pour des périodes n'excédant pas six ans. L'agrément peut être limité à certaines pratiques.

L'agrément peut être suspendu, abrogé ou retiré par l'Agence.

§ 2. Le Roi fixe les conditions et les règles complémentaires par lesquelles l'agrément visé au paragraphe 1^{er} est accordé, suspendu, abrogé ou retiré.

Art. 7. Het opschrift van hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Hoofdstuk IV - De organisatie van de fysieke controle".

Art. 8. Artikel 28 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 22 december 2008, wordt vervangen als volgt :

"Art. 28. § 1. De vergunninghouder is onder alle omstandigheden verantwoordelijk voor de bescherming van de werknemers, de bevolking en het leefmilieu tegen de gevaren of gezondheidsnadelen die kunnen voortvloeien uit de uitoefening van zijn handeling. Deze verantwoordelijkheid kan niet worden gedelegeerd.

§ 2. Iedere vergunninghouder moet een dienst voor fysieke controle aanstellen voor de handeling waarvoor hij verantwoordelijk is.

De opdrachten toegewezen aan de dienst voor fysieke controle doen geen afbreuk aan het gezag en de verantwoordelijkheid van de vergunninghouder.

§ 3. De Koning bepaalt de voorwaarden en de regels volgens welke aan meerdere vergunninghouders toegestaan kan worden een gemeenschappelijke dienst voor fysieke controle op te richten."

Art. 9. Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 29. § 1. De Koning bepaalt :

— de regels betreffende de opdrachten, de werking, de organisatie en de samenstelling van de dienst voor fysieke controle alsook de vereiste bekwaamheden en opleidingen van de leden die er deel van uitmaken;

— de regels betreffende de minimale werkmiddelen waarover de dienst voor fysieke controle moet beschikken;

— de voorwaarden waaraan de persoon die de functie van hoofd van de dienst fysieke controle uitoefent, moet voldoen, alsook :

1^o de bijzondere beschermingsmaatregelen die op hem/haar van toepassing zijn teneinde de onafhankelijkheid ten opzichte van de werkgever en de werknemers te vrijwaren, in het kader van de uitoefening van zijn/haar functie;

2^o de nadere regels waaronder een einde kan gesteld worden aan zijn/haar functie.

§ 2. De Koning bepaalt de aard van de opdrachten van fysieke controle waarvoor de fussenkomst van een krachtens artikel 30 erkende deskundige vereist is.

§ 3. Voor sommige handelingen met een beperkt veiligheidsrisico die door de Koning worden bepaald, kan de vergunninghouder, onder zijn verantwoordelijkheid, de uitvoering van de in § 2 bedoelde opdrachten voor fysieke controle, toevertrouwen aan een deskundige van een instelling voor fysieke controle, die daartoe krachtens artikel 29bis is erkend.

§ 4. De vergunninghouder verzekert de coördinatie tussen de dienst voor fysieke controle en de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk, opgericht krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. Het hoofd van de dienst voor fysieke controle coördineert zijn optreden met de bevoegde preventieadviseur en de erkende arbeidsgeneesheer van de vergunninghouder. De Koning kan maatregelen vaststellen om de samenwerking tussen alle betrokkenen te bevorderen.

§ 5. Het Agentschap houdt toezicht op de wijze waarop de dienst voor fysieke controle zijn opdracht uitvoert. Het keurt de beslissingen van de dienst voor fysieke controle goed in de door de Koning bepaalde gevallen."

Art. 10. In dezelfde wet wordt een artikel 29bis ingevoegd, luidende :

"Art. 29bis. § 1. De instellingen voor fysieke controle worden erkend door het Agentschap. Iedere eerste erkenning wordt toegekend voor een duur van maximum zes jaar. Deze kan verlengd worden voor perioden van maximum zes jaar. De erkenning kan beperkt zijn tot bepaalde handelingen.

De erkenning kan worden geschorst, opgeheven of ingetrokken door het Agentschap.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder en de nadere regels volgens dewelke de in paragraaf 1 bedoelde erkenning wordt verleend, geschorst, opgeheven of ingetrokken.

Le Roi fixe les obligations et incompatibilités auxquelles doit satisfaire l'organisme de contrôle physique, ainsi que son fonctionnement.

§ 3. L'Agence surveille le fonctionnement des organismes de contrôle physique. Le Roi détermine les modalités de cette surveillance."

Art. 11. L'article 30 de la même loi, remplacé par la loi du 22 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 30. § 1^{er}. L'expert en contrôle physique est agréé par l'Agence. Tout premier agrément est accordé pour une durée de six ans maximum. Il peut être prolongé pour des périodes n'excédant pas six ans. L'agrément peut être limité à certaines pratiques.

L'agrément peut être suspendu, abrogé ou retiré par l'Agence.

§ 2. Le Roi fixe les conditions et les règles complémentaires par lesquelles l'agrément visé au paragraphe 1^{er} est accordé, suspendu, abrogé ou retiré."

Art. 12. Dans l'article 38, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire, les mots "de l'article 28" sont remplacés par les mots "des articles 14^{ter} et 29^{bis}";

2° dans le 8°, les mots "de l'article 28" sont remplacés par les mots "des articles 14^{ter} et 29^{bis}".

Art. 13. L'article 67 de la même loi, inséré par la loi du 10 février 2000 et modifié par la loi du 22 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 67. Les organismes agréés pour une durée indéterminée en vertu de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes perdent de plein droit leur agrément."

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 14. Dans l'article 2, 3°, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants, la définition de "pratique" est abrogée.

Art. 15. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi.

Donné à Bruxelles le 7 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

De Koning bepaalt tevens de verplichtingen en de onverenigbaarheden waaraan de instellingen voor fysieke controle zijn onderworpen, alsook de werking ervan.

§ 3. Het Agentschap houdt toezicht op de werking van de instellingen voor fysieke controle. De Koning bepaalt de nadere regels van dit toezicht."

Art. 11. Artikel 30 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 22 december 2008, wordt vervangen als volgt :

"Art. 30. § 1. De deskundige in de fysieke controle wordt erkend door het Agentschap. Iedere eerste erkenning wordt toegekend voor een duur van maximum zes jaar. Deze kan verlengd worden voor perioden van maximum zes jaar. De erkenning kan beperkt zijn tot bepaalde handelingen.

De erkenning kan worden geschorst, opgeheven of ingetrokken door het Agentschap.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder en de nadere regels volgens dewelke de in paragraaf 1 bedoelde erkenning wordt verleend, geschorst, opgeheven of ingetrokken."

Art. 12. In artikel 38, eerste lid, van dezelfde wet gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin worden de woorden "van artikel 28" vervangen door de woorden "van de artikelen 14^{ter} en 29^{bis}";

2° in de bepaling onder 8° worden de woorden "van artikel 28" vervangen door de woorden "van de artikelen 14^{ter} en 29^{bis}".

Art. 13. Artikel 67 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 februari 2000 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, wordt vervangen als volgt :

"Art. 67. De organismen die met toepassing van de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren, voor onbepaalde duur zijn erkend, verliezen van rechtswege hun erkenning."

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 14. In artikel 2, 3°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen de gevaren van ioniserende stralingen wordt de definitie van "handeling" opgeheven.

Art. 15. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet.

Gegeven te Brussel 7 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/12147]

7 AVRIL 2017. — Loi portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, en ce qui concerne le financement des frais d'administration, de fonctionnement, d'étude et d'investissement résultant du plan d'urgence pour les risques nucléaires. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la loi du 7 avril 2017 portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, en ce qui concerne le financement des frais d'administration, de fonctionnement, d'étude et d'investissement résultant du plan d'urgence pour les risques nucléaires (*Moniteur belge* du 12 avril 2017).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/12147]

7 APRIL 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, aangaande de financiering van de bestuurs-, werkings-, studie- en investeringskosten, voortvloeiend uit het noodplan voor nucleaire risico's. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de wet van 7 april 2017 tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, aangaande de financiering van de bestuurs-, werkings-, studie- en investeringskosten, voortvloeiend uit het noodplan voor nucleaire risico's (*Belgisch Staatsblad* van 12 april 2017).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.